Les acteurs essentiels de l'eau -non consommée- c'est-à-dire la FFAM, Etangs de France et Hydrauxois, soit des milliers d'adhérents et sympathisants et des milliers d'hectares d'eau interpellent le Ministre Christophe BECHU sur la folle politique de destruction des ouvrages hydrauliques.
La doctrine qui s'est imposée depuis 2012, d'abord écologique puis administrative, sans aucune base légale ni concertation, n'a eu aucun effet environnemental bénéfique.
Sa mise en œuvre très coûteuse a montré son incapacité à répondre aux enjeux de l'eau : amélioration de la qualité chimique des masses d'eau et gestion quantitative de l'eau défaillantes.

Les aléas climatiques devraient rebattre les cartes ?

Les recensions portées depuis 2012 par les signataires sont légitimes : une politique sans études scientifiques préalables, sans effet significatif nonobstant les destructions, sans jamais aucune analyse coût-bénéfice.

Le changement climatique infirme le principe dogmatique des « *destructions-interdictions-restrictions* » devenu, plus vite que prévu, bien dérisoire et surtout très inapproprié au regard des enjeux de la gestion quantitative de l'eau, incapable de répondre aux besoins en eau douce.

La suite à venir

L'alternative est posée :
– soit l'Etat prend les mesures susceptibles de répondre aux enjeux à une échéance bien plus lointaine que celle des mandats électifs,
– soit l'Etat caresse encore du poil électoralement et financièrement la FNPF et FNE au mépris de l'intérêt général, portant écho à des croyances incohérentes sur la gestion de l'eau.